

Source : <https://www.connaissancedesenergies.org/afp/la-cop24-ong-et-citoyens-appellent-garder-le-charbon-sous-terre-181204>

Téléchargement 05 12 2018

À la COP24, ONG et citoyens appellent à garder le charbon sous terre

- AFP
- parue le 04 12 2018

Des ONG représentant des citoyens du monde entier ont insisté mardi pour que le charbon reste sous terre, à l'occasion de [la 24^e conférence mondiale sur le climat](#) présidée par la Pologne, qui refuse de voir "assassiner" son industrie minière.

Quelque 200 pays sont réunis depuis dimanche à Katowice, où ils doivent finaliser d'ici à mi-décembre les règles d'application de l'accord de Paris, qui vise à limiter le réchauffement à +2°C, idéalement +1,5°C, par rapport à l'ère pré-industrielle. Selon les scientifiques du GIEC, il faudrait, pour rester sous la limite de +1,5°C, réduire les émissions mondiales de CO₂ de près de 50% d'ici à 2030 par rapport à 2010.

"L'urgence de la crise climatique est plus que réelle sur le terrain parce que nos peuples souffrent des impacts des événements météos extrêmes", a déclaré à l'AFP Lidy Nacpil, co-coordinatrice de l'ONG Asia Peoples' Movement on Debt and Development. "Les récoltes vont être détruites non seulement par les pluies et les inondations mais aussi par la sécheresse. Malgré tout, les actions des gouvernements ne reflètent pas cette urgence", a-t-elle déploré.

Une pétition, baptisée "Demande des peuples pour la justice climatique", a, pour l'instant, recueilli près de 300 000 signatures dans 120 pays (www.peoplesdemands.org/). Elle demande aux pays les plus riches, également les plus émetteurs de gaz à effet de serre, d'aider les plus pauvres à faire face au changement climatique, comme ils l'ont promis, mais plaide aussi pour que les économies développées atteignent 100% d'énergies renouvelables d'ici à 2030.

"Gardez les énergies fossiles sous terre", écrivent-ils. Lundi, l'ancien acteur Arnold Schwarzenegger, invité surprise du sommet, avait, lui, décrit ces énergies comme "le mal absolu". Un message que l'hôte de la COP24 n'est pas prêt à entendre. "Tant que j'occupe en Pologne la fonction de président, je ne permettrai pas qu'on assassine l'industrie minière polonaise", a déclaré mardi le président polonais, Andrzej Duda, devant des mineurs célébrant leur fête traditionnelle de la Sainte-Barbe à Brzeszcze, dans le sud du pays.

Transition « irréversible »

Lundi, devant la COP24, il avait déjà estimé que la dépendance de son pays au charbon n'était "pas en conflit avec la protection du climat". Les énergies fossiles, et le charbon en particulier, sont pourtant parmi les premiers responsables des émissions de gaz à effet de serre.

Au centre de conférence, le pavillon de Katowice, capitale du charbon polonais, fait sensation, exposant des piles de morceaux de charbon, tout en assurant qu'ils représentent le passé dans la

transition du "noir au vert". La Pologne a d'ailleurs reçu mardi le "fossile du jour" remis par les associations pour épingler, entre autres, la manière dont elle promeut le charbon.

La présence aux négociations climat de représentants de géants du charbon et du pétrole inquiètent aussi les défenseurs de l'environnement, qui les accusent de peser sur les choix politiques.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a reconnu mardi que le dialogue avec les industries était parfois "difficile" mais a dit constater que, "même dans l'industrie du pétrole et du gaz, il y a une prise de conscience que la situation actuelle n'est pas tenable".

Il a ainsi répété sa conviction que la sortie "progressive" des énergies fossiles était "irréversible". "L'Age de pierre ne s'est pas terminé parce qu'il n'y avait plus de pierres (...) mais parce que de nouvelles technologies ont été trouvées. Ce ne sera pas non plus par manque d'énergies fossiles que l'ère des énergies fossiles prendra fin", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, précisant n'être pas l'auteur de cette comparaison.

Il a toutefois insisté sur le besoin de "trouver des solutions sociales (...) pour aider les gens affectés". Cette question a largement été mise en avant par la Pologne qui a ouvert lundi à la signature une "déclaration de Silésie pour une transition juste" soulignant les risques pour les travailleurs dont les emplois pourraient disparaître en cas de sortie des énergies fossiles. Une déclaration, soutenue par l'UE, que certains voient comme une excuse pour ralentir le passage à une économie bas-carbone.